

Texte en anglais trouvé sur le site anar «anarchistan.tk» (<https://anarkistan.wordpress.com/page/2/> en date du 16 novembre 2014). Il a été traduit, en décembre 2014, par un membre du Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannérisation de Caen (et d'ailleurs) : <http://ablogm.com/cats/>
Le texte a été féminisé et il est librement utilisable par tous et toutes.

La révolution sociale balayera le Kurdistan de Turquie tôt ou tard.

Par Zaher Baher du Haringey Solidarity Group et du Kurdistan Anarchists Forum

Ci-dessous se trouve le résultat de ma visite au Kurdistan du Nord, en Turquie, entre le 02/11/14 et le 08/11/14 en tant qu'un des membres d'une délégation du Royaume-Uni, organisée par la Peace in Kurdistan Campaign (PIK, Campagne pour la Paix au Kurdistan), le People's Democratic Party (HDP, Parti Démocratique du Peuple) et le Democratic Society Congress (DTK, Congrès de la Société Démocratique).

Au cours de la visite, nous avons eu une chance de rencontrer de nombreuses organisations, y compris des partis politiques, des syndicats locaux et régionaux, les co-maires de Diyarbakir et Suruc, la Coordination de l'aide humanitaire pour les réfugiés, de voir des camps de réfugiés, des villages à la frontière avec Kobanê, des représentantes du Mouvement Libre et Démocratique des Femmes, l'Association des Droits Humains, des représentants du Parti de la Région Démocratique, l'Association des Avocats du Barreau de Diyarbakir et, pour finir, de rencontrer la Fédération des Familles des Détenus.

Durant nos rencontres avec les gens nous avons eu la liberté totale de poser les questions pertinentes à propos de la situation, de leurs responsabilités, de leur approche des problèmes auxquels ils et elles font face et de leurs tâches présentes et futures.

Il n'y a aucun doute sur le fait que les organisations susmentionnées étaient surchargées de travail, manquaient de fonds, d'aide humanitaire et de soutien de la part du gouvernement central. Cela était dû aux raisons suivantes :

a – La guerre à Kobanê a créé un gros problème dans la région du fait du nombre écrasant de réfugiés provenant de la ville et par celui des yézidis de la province de Sinjar. Cela a créé un gros problème pour tous les départements susmentionnés.

b – Le rythme lent du processus de paix entre le PKK et le gouvernement turc, qui est presque arrêté. Cela provoque évidemment chez les gens de la colère, de la frustration, de la déception.

c – La continuation de la guerre à Kobanê a causé plus de morts et de déplacement de gens, tandis qu'il n'y a pas de signe clair de la défaite de l'État Islamique. Il y a des preuves que le gouvernement turc soutient l'État Islamique. Il y a des raisons pour plus de manifestations et de protestations et plus de réponse vicieuse de la part de la police qui déstabilise encore plus la situation.

L'observation la plus importante au cours de notre visite est la fragmentation des organisations, et la formation d'une variété d'organismes à différents endroits. Une petite partie d'entre eux étaient anciens mais la plupart se sont développés durant les deux dernières années. Chacun d'entre eux travaille pour le progrès de la société, en direction d'une situation de stabilité, de paix, de liberté, de justice sociale, de droits humains. Il y avait quelques signes de coordination parmi eux.

Beaucoup de ces organismes ont été formés par défaut, y ont été contraints par la situation et le gouvernement central. C'est une des raisons pour lesquelles on voit de la tension entre eux et le gouvernement. Il est surprenant de remarquer qu'alors que la Municipalité de Diyarbakir est élue par les gens kurdes, elle n'a pas de contact avec le chef de la police ou le gouverneur de Diyarbakir. C'est aussi le cas avec d'autres départements. Par exemple, quand nous avons demandé à l'Association des Droits Humains si elle avait écrit à la police à propos de sa conduite et de son harcèlement des gens du cru, ils ont répondu que « Cela ne vaut pas la peine de leur écrire car ils ne nous répondent jamais ». Il y a beaucoup d'écoles kurdes mais l'État ne les reconnaît pas. Le peuple les soutient toutefois fortement et est confiant dans le fait qu'un jour il pourra forcer l'État à les reconnaître. Il est intéressant que le peuple soit en train de défier et de provoquer le pouvoir et l'État. Il y a un pouvoir à l'intérieur du pouvoir. Il y a un « pouvoir populaire » dans lequel les gens croient, avec lequel ils travaillent, qu'ils ont construit eux-mêmes à travers l'actuel pouvoir d'État et qu'ils ont rendu possible et puissant. C'est leur manière de reprendre graduellement le pouvoir à l'élite minoritaire. Ainsi il n'est pas difficile dans les villes que l'écrasante majorité des gens soit kurde et croit aux changements. C'est ainsi que la révolution sociale part du bas de la société et non d'en haut.

Après 28 ans de guerre, le PKK a réalisé qu'ils devaient changer la direction de leurs luttes, leurs buts et leur stratégie sinon leur futur ne serait pas meilleur que celui d'autres mouvements.

À mon avis le PKK, ou au moins la faction ou le groupe dominant au sein du PKK, a pris la bonne décision et la bonne direction en faisant taire leurs armes et en ouvrant leurs esprits, passant des forces militaires au pouvoir populaire et de la révolution politique à la révolution sociale. La vague de la révolution sociale est si forte qu'il sera extrêmement dur pour quiconque ou n'importe quel parti politique de changer sa direction et encore plus de la stopper. Cela devient une culture, une habitude, spécialement pour la jeune génération, et ils ont réalisé que c'est la seule manière de défier le pouvoir, de provoquer le système et de réaliser des changements majeurs.

À travers les discussions avec les gens, on voit qu'ils sont si confiants dans le fait qu'ils peuvent réaliser les changements. Lors de la rencontre avec le Mouvement Libre et Démocratique des Femmes, il y avait 9 femmes présentes. Elles nous ont raconté qu'elles s'occupaient des problèmes des femmes dans la société, comme la violence domestique, le viol et d'autres abus, de comment soutenir des individus de toutes les manières pour les rendre confiantes et capables de s'attaquer à leur problème. Quelques unes d'entre elles parlaient de leur propre expérience et nous ont raconté que depuis qu'elles avaient rejoint le mouvement elles étaient presque devenues d'autres personnes. Elles prennent part au Camp des Femmes pour la Paix, partageant les missions, elles discutent les livres qu'elles lisent et travaillent avec la Fédération Démocratique des Femmes de Kobanê. Quand nous leur avons demandé s'il y avait un groupe gay ou lesbien à Diyarbakir, elles ont répondu « il y a un paire de groupes en ville, nous avons des contacts avec eux et nous les soutenons beaucoup ». Il est surprenant de voir dans une ville comme Diyarbakir qu'il y a un mouvement des femmes avec des individus très braves et ouvertes d'esprit et qui sont très solidaires.

La Fédération des Familles des Détenus (Tuhad-FED) est un autre groupe que nous avons pu rencontrer pendant deux heures. Ce groupe fut formé en 1996 sous le nez du gouvernement. Il a 14 volontaires dont la moitié sont des femmes qui travaillent inlassablement. La plupart des membres fondateurs-rices du groupe ont eu une expérience très amère en étant en prison, car ils et elles ont été torturé-e-s ou détenu-e-s pour une période. Leur co-président (ou co-présidente) de la Fédération est encore maintenu en prison. Cette Fédération est très active et a des contacts réguliers avec les familles et les parents des détenu-e-s. Ils et elles les soutiennent en restant en contact, trouvant un avocat pour les détenu-e-s et des fonds pour les familles pauvres afin qu'elles visitent leurs êtres aimé-e-s en prison.

Ce groupe est en contact avec les différents groupes à l'étranger et localement avec l'Association des Droits Humains (IHD). Lors de notre rencontre avec l'IHD, ils et elles ont confirmé que la police avait arrêté de nombreuses personnes aux manifestations du 06/10 et 07/10/2014 contre l'autorité turc. C'était au moment où des milliers de personnes fuyaient de Kobanê vers la Turquie contre les souhaits du gouvernement. Les manifestations avaient lieu contre la politique silencieuse de l'État de Turquie qui soutien l'État Islamique. Le directeur (ou la directrice) de l'IHD confirmait que juste 5 minutes avant notre arrivée, un couple de gens était venu-e-s à leur bureau pour les informer que leurs fils, âgés de 16 et 17 ans, avaient été emmenés par la police. Ils et elles furent informé-e-s que durant la manifestation 42 personnes et 2 officiers de police furent tué-e-s et que 1128 personnes avaient été arrêté-e-s, y compris 53 enfants, avec 221 personnes encore en prison.

Dans une rencontre avec la co-présidente de l'un des syndicats qui travaille dans un hôpital, elle a confirmé l'arrivée de 128 blessé-e-s et de quelques personnes très malades dans leur hôpital. La police avait lancé plusieurs fois des raids contre le bureau du syndicat et l'hôpital pour découvrir si quelqu'un ayant aidé les gens à Kobanê avait été soigné à l'hôpital. Quand ils découvraient la présence de gens malades ou blessé-e-s en provenance de Kobanê, ils l'harcelaient, elle et d'autres infirmières, en les insultant et en prenant leurs papiers d'identité.

Lors de notre rencontre avec l'Association des Avocats du Barreau de Diyarbakir, nous avons rencontré 5 avocats. Ils et elles nous ont dit qu'il y avait environ 1000 avocat-e-s dans la région du Kurdistan qui travaillent dans différents départements, veillant aux droits des femmes et des enfants ou travaillant dans les centres d'aide légale fondés par l'État. Ils et elles ont confirmé qu'il n'y avait pas eu de changements majeurs depuis le début du processus de paix. Ils et elles étaient optimistes et pensaient que la situation s'améliorerait l'année prochaine lors des changements de la constitution. Ils et elles soulignaient qu'il y avait un système de caution mais qu'il ne s'appliquait pas aux personnes qui étaient impliquées dans la politique et que leurs cas devaient être réglés en cour. Lorsque nous les interrogeons sur le fait de déposer des plaintes à propos de la conduite de la police, ils et elles répondaient « Nous ne pensons pas que cela vaille la peine de se plaindre car la police n'écoute pas et elle ne changera pas ses attitudes ».

Ils et elles confirmaient que 2000 étudiant-e-s avaient été arrêté-e-s et que dans toute la Turquie environ 3000 ou 4000 personnes étaient encore en prison. Et cela en dépit de la constitution qui déclare que les gens ne

peuvent être arrêtés pour des activités politiques ou des opinions. Toutefois, si quelqu'un appartient à un certain parti politique ou est trouvé portant une quelconque sorte de bannière ou pancarte avec des slogans incitant à la haine, il ou elle devient susceptible d'être arrêté-e.

Les conditions critiques des réfugiés continuent:

Depuis la capture of Mossoul, en Irak, par l'État Islamique et le génocide des yézidis et le début de la guerre à Kobanê, la région du Kurdistan en Turquie déborde de réfugié-e-s provenant à la fois de Kobanê et de la province de Sinjar.

Plus de 100 000 yézidis ont fui, beaucoup d'entre eux et elles terminant au Kurdistan irakien et environ 18000 arrivant en Turquie. Il y a également environ 4000 d'entre eux et elles qui demeurent dans un des camps justes aux abords de Diyarbakir. Le co-Maire de Diyarbakir a confirmé qu'il n'y avait pas de soutien de la part des Nations-Unies. Les gens de la région ont donné de l'argent pour les tentes, la nourriture et les vêtements. Il déclarait « 90% des dons et aides viennent des Municipalités de Diyarbakir et des gens du cru et seulement 10% de l'État ». Il nous a raconté qu'ils et elles travaillaient très dur pour fournir les besoins basiques de la vie tels que tentes, nourriture, vêtements, eau chaude, électricité, douches, cliniques de santé et écoles pour leurs enfants. Il mentionnait qu'ils et elles avaient de grandes difficultés car tous les services devaient être faits par des volontaires et qu'il n'y avait pas assez de gens. Ils et elles manquaient également de qualifications, de docteurs, d'infirmier-ère-s, de lits, d'ambulances et de médicaments. Le gouvernement turc ne les soutient pas dans la fourniture des services et tout doit être organisé par les Municipalités.

Nous avons également rencontré le Syndicat de la Région du Sud-Est Anatolien dans lequel Gabb est en charge de la coordination de l'aide humanitaire pour les réfugié-e-s. Cet organisme est constitué de 286 membres parmi lesquels 30% sont des femmes. Ils et elles ont élu 7 personnes pour faire partie du comité actif. La moitié de leur budget provient des Municipalités dans la région et ils et elles ont des contacts à l'étranger. Gabb nous a dit qu'ils et elles avaient un plan intensif pour les trois prochains mois pour assurer la coordination entre les camps de réfugié-e-s, entre les réfugié-e-s de Kobanê et de la province de Sinjar et également avec la Turquie pour obtenir des informations et un soutien humanitaire. Ils et elles doivent également classer les gens dans le camp selon leur sexe, leur âge, leur état de santé et d'autres problèmes. Ils et elles confirmaient qu'environ 6000 réfugié-e-s étaient déjà retourné-e-s au Kurdistan irakien mais qu'ils et elles en avaient reçu 96000 autres qui demeuraient à Suruc et 2840 à Mardin.

Nous avons également visité le camp des réfugié-e-s yézidis où plus de 4000 personnes vivent. Ces gens se plaignaient de la qualité de la nourriture, du manque d'eau chaude, de docteurs et d'infirmier-ère-s. Ils et elles nous ont dit qu'à cause du manque de transport cela prend 15 jours pour être envoyé-e à un hôpital et que les réfugié-e-s sans argent doivent payer leur traitement.

À Suruc, nous avons visité le camp des réfugié-e-s de Kobanê qui a été créé le 15/09/14. Ils et elles ont les mêmes commodités que les réfugié-e-s de Sinjar. Il semble qu'ils et elles vivent dans des conditions raisonnables. Ils et elles nous ont raconté qu'ils et elles avaient 15 docteurs, 20 infirmier-ère-s. Ils et elles semblent plus heureux-ses que les réfugié-e-s de Sinjar, probablement à cause des facteurs suivants :

a – Ils et elles sont très proches de Kobanê, d'où ils et elles viennent, et cela les influence psychologiquement, comparés aux yézidis loin de la province de Sinjar.

b – Les réfugié-e-s de Kobanê ressentent leur séjour comme temporaire et pensent qu'ils et elles retourneront bientôt à leur maison. Les réfugié-e-s de Sinjar ont peu d'espoir de retour tant que l'État Islamique contrôle leur région.

c – Les réfugié-e-s de Kobanê ont eu du temps pour quitter leurs maisons et certain-e-s ont réussi à prendre leurs objets de valeur avec eux et elles. Les yézidis, par contre, durent faire face à un massacre immédiat. Ils et elles sont parti-e-s en laissant tout derrière eux et elles et beaucoup de leurs familiers ont été tué-e-s. Le sort de centaines de femmes kidnappées et vendues comme esclaves sexuelles par l'État Islamique à la suite de ses raids est encore inconnu.

d – Les réfugié-e-s provenant de Kobanê sont parti-e-s alors qu'il y avait encore derrière eux et elles des gens qui combattaient contre les forces de l'État Islamique. Les Yézidis sont amer-e-s envers les forces de Massoud Barzani (les peshmargas), Ils et elles nous ont informé qu'aussitôt que l'État Islamique est arrivé, les peshmargas ont battu en retraite et ont laissé les yézidis faire face au massacre. La retraite des peshmargas est un mystère et personne ne sait si cela fut sur ordre de Massoud Barzani, un accord entre l'État Islamique, le gouvernement turc et Barzani ou quelque chose d'autre. Quand nous avons parlé aux gens dans le camp des yézidis, certain-e-s ne cachaient pas leur colère et leur frustration à l'encontre des Peshmargas de Masoud Barzani.

Le gouvernement turc a changé sa tactique mais pas sa stratégie contre le peuple kurde :

Partout là-bas les gens disent une chose en commun : « Il n'y a pas eu de changement majeur depuis le cessez-le-feu de décembre 2012 ». Les morts et l'oppression continuent, la communauté kurde est toujours marginalisée, on peut encore voir une grande différence entre les villes kurdes et turques.

Il n'y a pas beaucoup de soutien de la part du gouverneur des villes ou de la part du gouvernement central pour les Municipalités qui sont contrôlées par les kurdes. La communauté kurde souffre grandement de l'absence de travail et des problèmes de santé. Les gens vivent encore dans une grande peur en ce qui concerne leur propre sécurité ou celle de leurs enfants qui sont harcelé-e-s, kidnappé-e-s ou détenu-e-s sans raisons.

Il est vrai que les kurdes ont maintenant le contrôle de leurs propres municipalités et qu'ils et elles créent de nombreuses organisations, associations, syndicats et toute une variété de groupes. Cependant, ils et elles reçoivent très peu d'aide, ou pas d'aide du tout, de la part du gouvernement. On remarque que les kurdes ont imposé leur affaire et que le gouvernement turc n'a pas d'autre choix que de l'accepter. Cela est peut être dû au fait que le gouvernement espère devenir un membre de l'Union Européenne. Les kurdes ont également simplement rejeté l'ancienne situation. Ils et elles sont préparé-e-s à résister et ne veulent pas stopper leur révolution sociale qui en est à ses débuts.

Des choses qui peuvent se produire, mais ne devraient pas, et qui peuvent faire dérailler la révolution sociale :

La situation est très tendue et délicate. Le processus de paix semble être à l'arrêt. Kobanê est encore assiégée. L'État Islamique est encore une grande menace pour la région et il semble que renverser Assad du pouvoir n'est pas possible pour l'instant. Les USA et le reste des pays occidentaux peuvent ne plus avoir une politique ou une stratégie claire pour vaincre l'État Islamique et le gouvernement turc n'est pas sérieux dans les négociations avec le PKK. Ces facteurs ont un impact direct ou indirect sur la situation en Turquie.

Cependant des facteurs plus importants que ceux ci-dessus pourraient faire dérailler la révolution sociale :

a – La fin du cessez-le-feu par le PKK et le retour à la guerre de guérilla. Cela serait un désastre pour la société turque et la communauté kurde. Il n'y a pas de doute que cela peut amener plus de tueries, plus de destruction, plus de déplacements, créant un sentiment de haine entre les kurdes et les turc-que-s, augmentant la vague de racisme et cela aurait un impact négatif sur la région dans son ensemble et sur les régions kurdes en Irak, en Iran et en Syrie en particulier.

b – L'attitude des USA et des pays occidentaux qui traite le PKK comme une organisation terroriste n'aide pas la situation. Continuer une telle politique n'amènera aucun bénéfice ni au peuple kurde ni à leurs alliés dans la région. Ces pays ont besoin de changer leur attitude à propos du PKK, ils devraient comprendre que ce n'est pas la même organisation que dans les années 1990. Ils devraient considérer le PKK comme une des forces principales de la région et le fait qu'il est très populaire. Il a effectivement changé et progressé considérablement durant les dernières années. Par conséquent, le PKK ne peut être marginalisé. Les USA et les pays occidentaux devraient forcer le gouvernement turc à ne pas considérer le cessez-le-feu comme étant garanti, ils devraient tous saisir cette opportunité de clore ce très long conflit.

c – Le gouvernement turc a des relations douteuses avec l'État Islamique et les autres organisations terroristes dans la région. Par exemple, il les utilise dans une guerre de proximité qui peut devenir extrêmement nocive pour la Turquie. Le président de la Turquie, Mr Tayyip Erdogan et son gouvernement devraient laisser derrière eux leur rêve de rétablir l'ancien Empire Ottoman au 21^{ème} siècle. Au lieu de cela, ils devraient se concentrer sur leurs problèmes internes, spécialement sur la question kurde.

d – Il y a encore une grande lutte entre les généraux de l'armée et les politiciens en Turquie concernant le pouvoir. Le processus de paix n'a jamais été dans l'intérêt des généraux. Bien qu'actuellement la lutte devienne moins effective, l'intervention de réseaux d'espionnage au sein de la région suivant les USA et les pays occidentaux pourrait raviver cette lutte et renforcer les généraux en vue d'un coup d'État militaire. Cela n'est évidemment pas dans l'intérêt du processus de paix et de la révolution sociale car cela ramènerait les vieilles politiques de suppression, d'oppressions et de tueries de gens innocents et le retour à la case départ.